



CHAPITRE 89

CHAPTER 89

Loi modifiant la charte de la ville de
Beaconsfield

An Act to amend the charter of the town
of Beaconsfield

[Sanctionnée le 6 février 1958]

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préam-
bule.

ATTEⁿD^U que la ville de Beaconsfield a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 2 Elizabeth II, chapitre 109, soit modifiée aux fins de lui accorder des pouvoirs additionnels; et

Attendu qu'elle a demandé l'adoption d'une loi aux fins susdites et qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1953-54,
c. 109,
préam-
bule, am.

1. Le premier alinéa du préambule de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est remplacé par le suivant:

"Attendu que la ville de Beaconsfield a, par sa pétition, représenté que les pouvoirs accordés par sa charte, la loi 1 George V (première session), chapitre 62, modifiée par la loi 6 George V, chapitre 56, sont insuffisants et qu'il est à propos, vu les circonstances, pour une administration appropriée, de refondre sa charte et de lui accorder des pouvoirs spéciaux;"

Id., a. 3,
remp.

2. L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Disposi-
tions
abrogées.

3. Toutes les lois incompatibles avec les dispositions de la présente loi sont abrogées, principalement les lois 1 George V (première session), chapitre 62, et 6 George V, chapitre 56, sont abrogées, ce-

Preamble.

WHEREAS the town of Beaconsfield has, by its petition, represented that it is necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, be amended in order to give it additional powers; and

Whereas it has prayed for the passing of an act for the foregoing purposes and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1953-54,
c. 109,
preamble,
am.

1. The first paragraph of the preamble to the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is replaced by the following:

"Whereas the town of Beaconsfield has, by its petition, represented that the powers granted by its charter, the act 1 George V (first session), chapter 62, amended by the act 6 George V, chapter 56, are insufficient and that it is expedient, under the circumstances, for proper administration, that its charter be consolidated and that it be granted special powers;"

2. Section 3 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 3,
replaced.

3. All acts incompatible with the provisions of this act are repealed, namely the acts 1 George V (first session), chapter 62, and 6 George V, chapter 56, are repealed; but the repeal of the said acts

Provisions
repealed.

pendant l'abrogation desdites lois ne peut être interprétée comme affectant tout droit acquis, toutes matières ou chose faites ou à être faites, les contrats, ententes, nominations, résolutions, décisions, ordres en conseil ou autres procédures de même nature, les débentures, billets, les émissions d'obligations ou les règlements sanctionnés par lesdites lois, non plus que les rôles d'évaluation ou de perception ainsi que le fonds de réserve à être créé, qui continuent à être régis par lesdites lois jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, changés, remplacés ou abrogés par l'adoption de certaines procédures de la présente loi, le tout sans porter atteinte aux droits actuels."

S.R.,
c. 233,
a. 115,
remp.
pour la
ville.
Direction
des em-
ployés.

3. L'article 115 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**115.** Tous les fonctionnaires et employés de la municipalité sont sous le contrôle et la direction du gérant, qui a le pouvoir de les suspendre de leurs fonctions. Mais le gérant doit immédiatement faire rapport au conseil de cette suspension, et le conseil, après enquête, décide en dernier ressort."

S.R.,
c. 233,
a. 135,
remp.
pour la
ville.

4. L'article 135 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la ville, par l'article 10 de la loi 2-3 Elisabeth II, chapitre 109, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Époque
de la con-
fection.

"**135.** Avant le premier de septembre de chaque année, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

S.R.,
c. 233,
a. 138,
remp.
pour la
ville.
Liste.

5. L'article 138 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**138.** Il fait pour chacun des arrondissements de votation, une liste des électeurs possédant le cens électoral requis pour être inscrits sur cette liste, selon l'ordre des numéros de rue, là où les habitations sont numérotées, et selon l'ordre

shall not be interpreted as affecting any acquired rights, any matter or thing done or to be done, contracts, agreements, appointments, resolutions, decisions, orders or other proceedings of the council, debentures, notes, shares or bonds issued, or the by-laws passed under the said acts, nor the valuation or collection rolls and the sinking-funds to be created, which shall continue to be governed by the said acts until they are amended, changed, replaced or repealed by some procedures adopted under this act, the whole without prejudice to existing rights."

3. Section 115 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**115.** All officers and employees of the municipality shall be under the control and direction of the manager, who has power to suspend them from their duties. But the manager shall immediately report such suspension to the council, and the council, after inquiry, renders the final decision."

R.S.,
c. 233,
s. 115,
replaced
for town.

Control
of em-
ployees.

4. Section 135 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the town, by section 10 of the act 2-3 Elisabeth II, chapter 109, is again replaced, for the town, by the following:

"**135.** Each year, before the first of September, there shall be prepared by the clerk or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered on the electoral list."

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for town.

Time of
prepara-
tion.

5. Section 138 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**138.** He shall make, for each polling-subdivision, a list of the electors qualified to be entered thereon, according to the order of the street numbers where the dwellings are numbered and according to the order of the cadastral numbers in

R.S.,
c. 233,
s. 138,
replaced
for town.

List.

des numéros de cadastre, dans les autres endroits, qu'il signe et certifie sous serment prêté devant un juge de paix, comme étant exacte au meilleur de ses connaissances et croyance, le tout conformément à la formule 2."

S.R.,
c. 233,
a. 143,
remp.
pour la
ville.

6. L'article 143 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la ville, par l'article 12 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Greffier
spécial.

"**143.** Si, le troisième jour du mois de septembre, le greffier n'a pas fait la liste des électeurs, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat, ou le magistrat de district qui la préside ou, si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un magistrat de district à qui est assigné le district voisin doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste des électeurs."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
ville.

7. L'article 173 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la ville, par l'article 13 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Date des
élections.

"**173.** L'élection générale du maire et des échevins de la ville a lieu tous les deux ans, le premier jour juridique de novembre, conformément aux dispositions ci-après.

Prochaine
élection.

La prochaine élection générale aura lieu le premier jour juridique de novembre 1958. Le maire et les échevins actuels, et ceux qui pourront leur succéder en remplissant des vacances, resteront en fonctions jusqu'à la prochaine élection générale.

Change-
ment.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la ville, changer la date des élections.

Procé-
dure.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Avis.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*."

other cases, which he shall sign and certify under oath before a justice of the peace, as correct to the best of his knowledge and belief, the whole according to form 2."

6. Section 143 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the town, by section 12 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced
for town.

"**143.** If, on the third day of the month of September, the clerk has not made the list of electors or has not given or published the notice required by section 139, the judge of the Magistrate's Court for the district, or, in the event of the absence of such magistrate or of his inability to act, a magistrate assigned to a neighbouring district, shall, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, appoint a special clerk to prepare the list of electors."

Special
clerk.

7. Section 173 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the town, by section 13 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for town.

"**173.** The general election for mayor and aldermen of the town shall be held every two years, on the first juridical day of November, in accordance with the provisions hereinafter contained.

Date.

The next general election shall be held on the first juridical day of November, 1958. The present mayor and aldermen, and any who may succeed them by the filling of vacancies, shall remain in office until the next general election.

Next
election.

The Lieutenant-Governor in Council may, upon the application of the council of the town, change the date for the election.

Change.

The proceedings and notices for such application shall, as far as possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of this act.

Proceed-
ings.

Notice of such change must be published in the *Quebec Official Gazette*."

Notice.

S.R.,
c. 233,
a. 175,
remp.
pour la
ville.

8. L'article 175 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la ville, par l'article 14 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Secrétaire
d'élection.

"175. Dix jours au moins avant le vingt-quatrième jour d'octobre, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés."

S.R.,
c. 233,
a. 179,
remp.
pour la
ville.

9. L'article 179 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la ville, par l'article 15 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Avis de
l'élection.

"179. Huit jours au moins avant le vingt-quatrième jour d'octobre, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis public, suivant la formule 7, sous sa signature, annonçant:

- 1° le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;
- 2° le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;
- 3° la nomination du secrétaire d'élection."

S.R.,
c. 233,
a. 181,
remp.
pour la
ville.

10. L'article 181 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la ville, par l'article 16 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Date.

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le vingt-quatrième jour d'octobre, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures."

8. Section 175 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the town, by section 14 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 175,
replaced
for town.

"175. At least ten days before the twenty-fourth day of October, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer, by a commission under his hand, in the form 5, shall appoint an election clerk, and may, at any time during the election, appoint in the same manner, another election clerk, if the first one appointed resigns or refuses or is unable to perform his duties as such clerk."

Election
clerk.

9. Section 179 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the town, by section 15 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 179,
replaced
for town.

"179. Eight days at least before the twenty-fourth day of October, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer shall give public notice, in the form 7, over his signature, setting forth:

Notice of
election.

1. the place, day and hour fixed for the nomination of candidates;
2. the day on which the poll for taking the votes of the electors will be held in case a poll is necessary;
3. the appointment of the election clerk."

10. Section 181 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the town, by section 16 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 181,
replaced
for town.

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the twenty-fourth day of October, from noon to two o'clock in the afternoon. If such day be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date, and during the same hours."

Date.

1953-54,
c. 109,
a. 26,
remp.

11. L'article 26 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est remplacé par le suivant:

1953-54,
c. 109,
s. 26,
replaced.

11. Section 26 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is replaced by the following:

Propa-
gande.

"26. Le conseil pourra, par résolution, autoriser la dépense, à même le revenu général de la ville, de toutes sommes n'excédant pas quatre mille dollars par année, qu'elle croira nécessaires ou utiles pour annoncer ou faire connaître les avantages de la ville, ainsi que pour payer le coût de réceptions officielles qu'elle jugera convenable de faire et celui de délégations qu'elle croira utile d'envoyer."

Advertise-
ment.

"26. The council may, by resolution, authorize the payment, out of the general revenue of the town, of any sums not exceeding four thousand dollars per annum which it may deem necessary or useful to advertise the town or make known the advantages of the town as well as to pay the cost of such official receptions as it may deem advisable and that of delegations which it may deem useful to send."

S.R.,
c. 233,
a. 428,
am. pour
la ville.

12. Le paragraphe 7° de l'article 428 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

R.S.,
c. 233,
s. 428,
am. for
town.

12. Paragraph 7 of section 428 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

Bain,
natation,
etc.

"7° Pour réglementer et prohiber le bain, la natation, et la location d'embarcations pour usage dans les eaux comprises dans les limites de la municipalité ou sous sa juridiction pour les fins de police et pour réglementer ou prohiber l'usage des plages adjacentes à ces eaux."

Bathing,
swim-
ming, etc.

"7. To regulate or prohibit bathing and swimming in, and the renting of boats for use on, the waters comprised within the municipality or within its jurisdiction for police purposes, and to regulate or prohibit the use of public beaches bordering on such waters."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.

13. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1°, le paragraphe suivant:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

13. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 1, the following paragraph:

Ouverture
de rue
avant
permis.

"1°a Pour interdire, après qu'un plan de subdivision a été déposé, qu'il ne soit accordé de permis de construction sur les lots de cette subdivision avant que la rue en front du lot où l'on veut construire n'ait été ouverte par le propriétaire de la terre subdivisée et ensuite cédée par ce dernier à la municipalité."

Opening
of street
before
permit.

"1a. After a subdivision plan has been deposited, to prohibit the granting of permits to build on any lot of such subdivision before the street in front of the lot on which it is proposed to build has been opened by the owner of the subdivided land and afterwards given by the latter to the municipality."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.

14. Le paragraphe 8° de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par les suivants:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

14. Paragraph 8 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

Subdivi-
sions.

"8° Pour réglementer la subdivision, l'annulation de subdivision de terrain en lots à bâtir, en incluant le tracé des rues sur ces terrains situés dans les limites de la municipalité, pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivisions à l'approbation du conseil au moins quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber toute subdivision ou trace de rues lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de

Subdivi-
sions.

"8. To regulate the subdivision or the cancellation of any subdivision of land into building lots, including the laying out of the streets upon such land situated within the limits of the municipality; to compel the proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council, at least fifteen days before their presentation to the minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit any subdivision or laying out of streets whenever the same does not coincide with

la municipalité et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues ou ruelles n'appartiennent pas à la municipalité.

1953-54, c. 109, a. 28, ab. **15.** L'article 28 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est abrogé.

Id., a. 31, ab. **16.** L'article 31 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est abrogé.

S.R., c. 233, aa. 485a-485b, aj. pour la ville. **17.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 485, les articles suivants:

Experts aux estimateurs. **"485a.** Le conseil a toujours eu le droit et peut, par résolution, adjoindre des experts aux estimateurs en vue de conseiller et d'aider ces derniers à établir, par les meilleures méthodes possibles, la valeur réelle des biens imposables de la ville ou de certaines catégories d'iceux.

Rôle sur fiches, etc. **"485b.** Le conseil pourra ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles à condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du président des estimateurs ou du greffier. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les initiales du président des estimateurs ou du greffier."

S.R., c. 233, a. 496, remp. pour la ville. **18.** L'article 496 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Audition des plaintes. **"496.** Le conseil à sa première séance générale après l'expiration des trente jours mentionnés en l'article 494, prend en considération et juge les plaintes produites en vertu de l'article 495.

Décision. Après avoir entendu les parties et leurs témoins sous serment reçu par son président, ainsi que les estimateurs, s'ils désirent être entendus, et les témoins produits de la part de la municipalité, le conseil maintient ou modifie le rôle selon qu'il lui paraît juste. Néanmoins le conseil, à ou avant sa première séance régulière

the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality."

15. Section 28 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is repealed.

16. Section 31 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is repealed.

17. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 485, the following sections:

"485a. The council has always had the right to and may, by resolution, provide the assessors with experts with a view to counselling and helping them to establish, by the best possible methods, the real value of the taxable property of the town or of certain categories of such property.

"485b. The council, by resolution, may order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves, provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the chief assessor or of the clerk. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made may form part of the new roll, provided mention thereof is made on each of them under the initials of the chief assessor or of the clerk."

18. Section 496 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"496. The council, at its first general sitting after the expiration of the thirty days mentioned in section 494, shall take into consideration and decide all the complaints made under section 495.

Decision. After having heard the parties and their witnesses under oath administered by its presiding officer, as also the assessors if they wish to be heard, and the witnesses produced on behalf of the municipality, the council shall maintain or alter the roll, as it may deem just. Nevertheless the council, at or before its first general

1953-54, c. 109, s. 28, repealed. Id., s. 31, repealed.

R.S., c. 233, ss. 485a-485b, added for town. Experts for assessors.

Roll on index-cards, etc.

R.S., c. 233, s. 496, replaced for town.

Hearing complaints.

Decision.

après la déposition du rôle d'évaluation en conformité de l'article 494, peut nommer, sur résolution, un comité de revision de trois membres, dont un est un échevin et en est le président, et, dans cette résolution, le conseil délègue au comité de revision l'autorité d'entendre les parties et leurs témoins sous serment reçu par son président, ainsi que les estimateurs, s'ils désirent être entendus, et les témoins produits de la part de la municipalité. Le comité de revision soumet au conseil un rapport écrit de ses recommandations touchant chaque plainte, et le conseil maintient ou altère le rôle, selon qu'il le juge juste, sans entendre lui-même aucune preuve.

Comité de revision.

Secrétaire.

Le conseil peut adjoindre un secrétaire au comité de revision et fixer le salaire des membres du comité ainsi que de son secrétaire, laquelle rémunération est payable à même le fonds général de la ville.

Inéligibilité.

Aucune personne, intéressée directement ou indirectement à une propriété se rattachant à une estimation portée en appel ne peut remplir la fonction de membre du comité de revision étudiant cet appel. Deux membres du comité de revision en forme le quorum, et, si et aussi souvent qu'il n'existe pas un tel quorum, le maire nomme par écrit un ou deux membres, selon le cas, pour former le quorum. La décision de deux de ses membres est obligatoire pour le comité de revision."

S.R.,
c. 233,
a. 517,
am. pour
la ville.

19. Le premier alinéa de l'article 517 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Intérêt
sur les
taxes.

"**517.** Les taxes porteront intérêt à raison de cinq pour cent par an, ou, si le conseil le décide, sur résolution, à un taux plus élevé mais ne dépassant pas six pour cent par an, à dater de l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet."

S.R.,
c. 233,
aa. 520a-
520b, aj.
pour la
ville.

20. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 520, les articles suivants:

sitting after the valuation roll has been deposited pursuant to section 494, may appoint by resolution a board of revision consisting of three members, one of whom shall be an alderman and shall be the chairman thereof, and in such resolution the council shall delegate to such board of revision the authority to hear the parties and their witnesses under oath administered by its chairman, as also the assessors if they wish to be heard, and the witnesses produced on behalf of the municipality. The board of revision shall report to the council in writing its recommendations with respect to each of the complaints and the council shall maintain or alter the roll, as it deems just, without itself hearing any evidence.

Board of revision.

The council may appoint a secretary to the board of revision and may fix the remuneration of the members of the board and of its secretary, which remuneration shall be paid out of the general funds of the town.

Secretary.

No person who is interested, directly or indirectly, in any property in connection with the assessment of which an appeal has been filed shall act as a member of the board of revision on such appeal. Two members of the board of revision shall constitute a quorum thereof and if and as often as a quorum is not available the mayor shall appoint in writing one or two members, as the case may be, to make up such quorum. The decision of two of its members shall bind the board of revision."

Ineligibility.

19. The first paragraph of section 517 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 517,
am. for
town.

"**517.** Taxes shall bear interest, at the rate of five per cent per annum, or, if the council so decides by resolution, at a greater rate but not exceeding six per cent per annum, from maturity, without its being for such purpose necessary that a special demand for payment be made."

Interest
on taxes.

20. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 520, the following sections:

R.S.,
c. 233,
ss. 520a-
520b,
added
for town.

Construc-
tions non
impo-
sables.

"520a. La ville est autorisée à décréter, sur résolution de son conseil, que les constructions érigées sur des terrains possédés par la ville puissent être libres des taxes générales municipales, à la condition qu'elles servent exclusivement à des fins récréatives ou éducatives.

"520a. The town is authorized to enact, by resolution of its council, that buildings, erected on lands owned by the town may be exempted from general municipal taxes, on the condition that such buildings be used exclusively for recreational or educational purposes.

Buildings
not as-
sessable.

Cotisation
pour cer-
taines
fins.

"520b. Nonobstant les dispositions de l'article 520, les propriétés décrites au sous-paragraphe c du paragraphe 1 dudit article peuvent être cotisées afin de défrayer le coût d'améliorations locales, soit en raison de leur étendue en front, ou de leur superficie pourvu que leurs propriétaires aient demandé, dans une pétition, l'exécution de ces travaux."

"520b. Notwithstanding the provisions of section 520, the immoveables described in paragraph c of subsection 1 of the said section may be assessed to pay the cost of local improvements, either proportionately to the extent of the frontage, or to the area of such immoveables, provided that the owners of such immoveables have requested, by petition, that such works be carried out."

Assess-
ment for
certain
purposes.

S.R.,
c. 233,
a. 532a,
aj. pour
la ville.

21. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 532, le suivant:

21. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 532, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 532a,
added
for town.

Taxe
de vente
autorisée.

"532a. 1. Le conseil est autorisé à imposer par règlement et percevoir en plus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite taxe de vente, n'excédant pas deux pour cent, de même nature, et sujette aux mêmes exemptions que la taxe perçue par la Province en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (chapitre 88) sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendu ou acheté dans les limites de la ville.

"532a. 1. The council is authorized to impose by by-law and levy, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax", not exceeding two per cent, of the same kind and subject to the same exemptions as the tax levied by the province under the Retail Sales Tax Act (chapter 88), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the limits of the town.

Sales tax
author-
ized.

Percep-
tion.

2. Ladite taxe sera prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions et exemptions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions as the tax levied under section 4 of the said Retail Sales Tax Act.

Collec-
tion.

Conven-
tions.

3. Le conseil est autorisé à conclure, avec le ministre des finances de la province toute convention pour la perception de la taxe dont l'imposition est autorisée par le présent article.

3. The council is authorized to enter into any agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this section.

Agree-
ments.

Stipula-
tion.

4. Ces conventions pourront stipuler qu'il sera permis au trésorier de la ville d'examiner tout rapport ou état fournis en vertu des dispositions de ladite Loi de l'impôt de la vente en détail.

4. Such agreements may stipulate that the treasurer of the town shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act.

Stipula-
tion.

Transport
de droits.

5. Ces conventions pourront en outre autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits de la ville, concernant la perception de la taxe de vente ci-dessus et les poursuites pour infraction au présent article."

5. Such agreements may further authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the town respecting the collection of the sales tax aforesaid and actions for infringement of this section."

Transfer
of rights.1953-54,
c. 109,
a. 36, ab.

22. L'article 36 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est abrogé.

22. Section 36 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is repealed.

1953-54,
c. 109,
s. 36,
repealed.S.R.,
c. 233,
a. 604b,
remp.
pour la
ville.

23. L'article 604b de la Loi des cités et villes, édicté, pour la ville, par l'article 38 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

23. Section 604b of the Cities and Towns Act, as enacted, for the town, by section 38 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 604b,
replaced
for town.Capital de
ce fonds.

604b. Le capital de ce fonds n'excède pas cinquante mille dollars et est constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égal montant."

604b. The capital of such fund shall not exceed fifty thousand dollars and shall be constituted, at the beginning, by the proceeds of a loan of an equal amount."

Capital
of such
fund.S.R.,
c. 233,
a. 604c,
remp.
pour la
ville.

24. L'article 604c de la Loi des cités et villes, édicté, pour la ville, par l'article 38 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 109, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

24. Section 604c of the Cities and Towns Act, as enacted, for the town, by section 38 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 109, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 604c,
replaced
for town.

Emprunt.

604c. La ville est autorisée à emprunter une somme de cinquante mille dollars, remboursables dans une période de quinze ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise."

604c. The town is authorized to borrow a sum of fifty thousand dollars repayable in a period of twenty years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveable property shall not be required."

Loan.

Entrée en
vigueur.

25. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

25. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.